

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud
2 rue Jean Richepin
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 20/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PATRICK TUBERT

52 route de Bages - Lieu-dit "Mas Tubert"
66200 Elne

Références : 2023-048-PUB
Code AIOT : 0006604788

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans de la déchèterie que la société PATRICK TUBERT exploite chemin de Charlemagne, lieu-dit "Els Mossellons" à Elne (66200) . L'inspection a été annoncée le 17/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

La visite d'inspection du 15/03/2023 a été réalisé dans le cadre d'une action régionale de la DREAL Occitanie dénommée « Tri au carré (Tri²) » afin de contrôler le respect des dispositions réglementaires relative à la traçabilité des déchets et en particulier de ceux faisant l'objet d'un transfert transfrontalier entre la France et l'Espagne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PATRICK TUBERT
- Regroupement, tri et transit de déchets non dangereux non inertes
- Chemin de Charlemagne, lieu-dit "Els Mossellons" 66200 Elne
- Code AIOT : 0006604788
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PATRICK TUBERT représente aujourd'hui, dans le département des Pyrénées-Orientales, un acteur local majeur dans le domaine de la gestion des déchets des collectivités et des professionnels.

À l'origine, Patrick TUBERT, fondateur de la société PATRICK TUBERT était agriculteur. Insatisfait de la qualité des composts proposés sur le marché, il décide de créer son propre compost. En 1993, il crée l'entreprise PATRICK TUBERT, s'équipe de véhicules de transport et engins de chantier, et se

lance dans la commercialisation du compost issue de sa formulation. Cette première installation est implantée lieu-dit « Sacré Coeur » à Elne. Par la suite, la société PATRICK TUBERT y développera également une activité de valorisation de déchets de bois et une activité de transit de digestats liquides¹.

Devant le succès remporté par son compost, en 2013, la société PATRICK TUBERT diversifie ses activités et crée, toujours à Elne (lieu-dit « Els Mossellons »), chemin de Charlemagne, une déchèterie professionnelle composée d'un centre de tri, d'une installation de broyage de déchets et d'une installation de mise en balles. Cette déchèterie avait été initialement créée dans le but de réceptionner les déchets des professionnels (issus des chantiers du secteur du bâtiment et des travaux public et des déchets banals en mélange), puis de trier et broyer ces déchets en vue de les valoriser ou de les éliminer dans des filières adaptées. Le démarrage difficile de cette nouvelle installation a contraint la société PATRICK TUBERT à repenser ses installations afin de pouvoir y réceptionner les déchets de tout-venant des déchèteries destinées aux particuliers et gérées par des collectivités. Ces nouveaux déchets sont triés pour être valorisés et leur part non valorisable est dirigée vers l'unité d'incinération des ordures ménagères et des DASRIA² de Calce.

Par la suite, la société PATRICK TUBERT a développé deux nouvelles activités dans sa déchèterie :

- en 2019, avec la dépollution, le démontage et le découpage de bateaux (de plaisance ou de sport) hors d'usage ;
- en 2020, avec la collecte et le traitement de biodéchets, issus des entreprises de la zone Grand Saint-Charles, de la grande distribution ou de restaurateurs.

Enfin, fin 2022, la société PATRICK TUBERT a déposé une demande d'autorisation environnementale afin de mécaniser le processus de tri des déchets de sa déchèterie et développer son activité de déconditionnement de biodéchets, déjà existante sur le site.

Actuellement, la déchèterie de la société PATRICK TUBERT (située lieu-dit « Els Mossellons »), objet du présent rapport, est réglementée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 4 juin 2019³, ainsi que plusieurs arrêtés ministériels de prescription générales.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

1 Les digestats sont des résidus issus du processus de méthanisation (digestion anaérobie) de matières organiques naturelles ou de produits résiduaires organiques (PRO) ; l'autre produit étant le biogaz. C'est une matière (solide ou liquide pâteuse) qui représente entre 70 et 80 % de la masse introduite dans le digesteur et qui est composée d'éléments organiques non minéralisés et de minéraux.

2 Déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.

3 Arrêté préfectoral d'enregistrement n° PREF/DCL/BCLUE/2019155-0004 encadrant la poursuite des activités de la société TUBERT sur le site d'Elne.

- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre : présence registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
2	Registre : date sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a	Sans objet
3	Registre : dénomination déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b	Sans objet
4	Registre : gestion et transport	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d	Sans objet
5	Registre : destination du déchet	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e	Sans objet
6	Document de transfert transfrontalier de déchets	Règlement européen du 14/06/2006, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du contrôle du 16/03/2023 du centre de tri de déchets non dangereux que la société PATRICK TUBERT exploite lieu-dit "Els Mosselons", chemin de Charlemagne, à Elne, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité par rapport aux prescriptions qu'elle a contrôlées.

Toutefois, elle a formulé une observation à la société PATRICK TUBERT concernant l'unité utilisée pour renseigner la quantité des déchets dans son registre des déchets sortants. Cette quantité est actuellement renseignée en kilogrammes alors que la réglementation prévoit qu'elle soit renseignée en tonnes. L'inspection des installations classées considérant qu'il ne s'agit là qu'un d'un écart et non d'une non-conformité à la réglementation, elle a demandé à la société PATRICK TUBERT de corriger cet écart.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre : présence registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]
Constats : Conforme. L'exploitant dispose d'un registre chronologique de tous les déchets sortants de son établissement. L'inspection des installations classées constate que celui est tenu à jour. Il se présente sous forme dématérialisé : fichier Microsoft Excel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre : date sortie déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;
Constats : Conforme. L'inspection des installations classées constate que pour chacun des déchets expédiés, la date d'expédition est renseignée dans le registre des déchets sortants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre : dénomination déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m ³ ;
Constats : Dans le registre des déchets sortants, la dénomination et les codes des déchets correspondent aux déchets expédiés. Il s'agit : - de déchets de métaux (code déchet : 20 01 40) ; - de déchets de bois d'éléments d'ameublement (code déchet : 20 01 38) ;

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
<ul style="list-style-type: none"> - de déchets verts (code déchet : 20 02 01) ; - de déchets de papier et carton (code déchet 20 01 01) ; provenant tous de déchèteries communales. <p>La société PATRICK TUBERT ne traite pas de déchets POP (polluant organiques persistant) dans sa déchèterie d'Elne.</p> <p>Le site ne reçoit pas de déchets d'activités de soins à risque infectieux et assimilés (DASRIA).</p> <p>La quantité de déchet sortant est mentionnée pour chaque lot de déchets expédiés. L'inspection des installations classées relève toutefois que cette quantité est exprimée en kilogrammes et non en tonnes. L'inspection des installations classées considère que cet écart ne constitue pas une non-conformité. Il a cependant fait l'objet d'une observation (Cf. ci-dessous).</p>
Observations : La société PATRICK TUBERT doit appliquer, dans la colonne comportant les quantités de déchets expédiés de son fichier Microsoft Excel, une formule de calcul pour convertir les quantités de déchets renseignées, en tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre : gestion et transport

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
<p>Constats : Conforme.</p> <p>La société PATRICK TUBERT a signé un contrat avec les éco-organismes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ECOMAISON (ex-ECOMOBILIER) (agrément obtenu par l'arrêté ministériel du 26/12/2017 (NOR : TREP1733657A, modifié par arrêté ministériel du 21/12/2022 (NOR : TREP2233138A), et par arrêté ministériel du 30/09/2022 (NOR : TREP2227379A)) ; - VALDELIA (agrément obtenu par arrêté ministériel du 22/12/2017 (NOR : TREP1733661A), modifié par arrêté ministériel du 23/12/2022 (NOR : TREP2233137A), et par arrêté ministériel du 06/10/2022 (NOR : TREP2227383A)) ; <p>dont la raison sociale et n° SIREN sont renseignés dans son registre des déchets sortants.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que la raison sociale, le numéro SIRET, l'adresse et les numéros de récépissés des transporteurs des déchets sont renseignés dans le registre sortant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Registre : destination du déchet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : e) Concernant la destination du déchet : <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Sur le registre des déchets sortants de la société PATRICK TUBERT, l'inspection des installations classées constate que les informations suivantes sont correctement renseignées : <ul style="list-style-type: none">- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse des établissements vers lesquels les déchets sont expédiés ;- les codes des traitements qui vont être opérés dans l'installation de destination ;- la qualification des traitements finaux vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement. <p>Dans sa déchèterie d'Elné la société PATRICK TUBERT prépare des combustibles solides de récupération (CSR) qu'elle expédie en Espagne pour y subir une dernière opération de traitement (modification de la granulométrie) avant de pouvoir être valorisés.</p> <p>Bien que ces CSR soient préparés à partir de déchets non dangereux, leur transfert en Espagne est soumis à la procédure d'information avec consentement préalable prévue au chapitre 1 du titre II du règlement (CE) 1013/2006, en raison du fait qu'ils ne peuvent être directement valorisés (un dernier traitement préalable étant nécessaire).</p> <p>Pour ces mouvements de déchets, le n° de notification : 050/335 FR 2022 066006 et renseigné dans le registre des déchets sortants de la société PATRICK TUBERT.</p> <p>Les CSR sont expédiés dans l'établissement du groupe espagnol GRIÑO ECOLOGIC SA, situé 18-19 Cami des Ovellons à Constantí (43120), Espagne. Ces informations, ainsi que le NIF (<i>Número de Identificación Fiscal</i> - équivalent espagnol du SIRET français) figurent dans le registre des déchets sortants de la société PATRICK TUBERT. Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté ce groupe disposait du NIMA¹ (<i>número de identificación medio ambiental</i>) : 4300137821.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

¹ Numéro délivré par le ministère espagnol en charge de l'environnement (*Ministerio para la Transición Ecológica y el Reto Demográfico*) aux entreprises espagnoles réalisant des traitements de déchets, transportant ou détenant des déchets, ainsi qu'aux négociants espagnols du secteur des déchets.

N° 6 : Document de transfert transfrontalier de déchets

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrat entre expéditeur et destinataire du déchet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. Pour tous les transferts de déchets soumis à l'exigence de notification, un contrat doit être conclu entre le notifiant et le destinataire en ce qui concerne la valorisation ou l'élimination des déchets notifiés. [...]
Constats : A la demande de l'inspection des installations classées, la société PATRICK TUBERT a également présenté le contrat, rédigé en anglais et établi avec le groupe GRIÑO ECOLOGIC SA, prévu par les dispositions de l'article L. 541-40 du Code de l'environnement et de l'article 5 du chapitre 1 du titre II du règlement CE 1013/2006 du 14/06/2006.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet